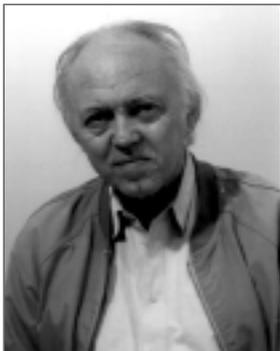


Quand la culture de gauche légitime le capitalisme...



Dans notre précédent numéro, le philosophe italien Costanzo Preve nous avait offert une lecture particulièrement stimulante de Marx, au fil d'une conversation avec Alain de Benoist. Une conversation qui se poursuit ici avec un échange sur l'état de la pensée de gauche et sur le nécessaire dépassement du vieux clivage gauche/droite. Et où l'on verra que le marxiste Preve n'est pas tendre pour l'intelligentsia ralliée à l'« anglobalisation » !

Alain de Benoist: Au cours des quinze dernières années, on a vu, en France comme en Italie, la majorité de gauche (et même une partie de l'extrême gauche) se rallier sans état d'âme au modèle du marché capitaliste qu'elle dénonçait autrefois, tandis que beaucoup de ceux qui avaient naguère combattu l'intervention américaine au Vietnam approuvaient bruyamment les abominables agressions contre la Serbie, l'Afghanistan et l'Irak. Le résultat paradoxal est que la droite est plus que jamais dominante, mais que la politique de droite est souvent conduite par des hommes de gauche. Tu soulignes très justement que ces évolutions ne doivent pas être considérées comme des « trahisons », explication naïve, mais comme participant d'une évolution plus globale, à caractère non pas idéologique, mais systémique, qui a vu l'instauration progressive d'un « extrémisme du centre », gouverné par le politiquement correct et la pensée unique, et caractérisé par le fait que tout y est interchangeable. Comment expliques-tu ce phénomène ? Quelles leçons en tires-tu ?

Costanzo Preve: Les deux catégories explicatives jumelles de la « trahison » et du « repentir » sont d'évidence d'origine religieuse, car, d'une part « trahir » est un péché et, d'autre part, on ne peut se libérer complètement du péché que par le repentir.

Alors que la culture italienne est restée sourde et muette à l'égard du péché, peut-être pour cause de proximité excessive avec la papauté, la culture française s'est beaucoup plus détachée du phénomène religieux, ce que montrent par exemple les travaux de Marcel Gauchet et de Régis Debray. Bien sûr, d'un point de vue psychologique, il y a eu de très nombreux traîtres. La psychanalyse actuelle est d'ailleurs incapable de traiter le problème en profondeur, contrairement aux moralistes classiques du XVII^e siècle. Selon les moralistes classiques, il y a principalement trois raisons à la perte de la sagesse et de la mesure : le pouvoir, la richesse et les honneurs. Le pouvoir signifie, aujourd'hui comme alors, ségrégation des corps âgés, domestication des corps adultes et viol des corps jeunes. La richesse ne signifie pas seulement l'argent, mais surtout l'ostentation de l'argent : alors qu'au XVII^e siècle l'argent n'était pas encore souverain et omnipotent, parce qu'il devait compter avec les hiérarchies aristocratiques prébourgeoises et précapitalistes, il l'est devenu aujourd'hui. Enfin, en ce qui concerne les honneurs, ils signifient aujourd'hui avant tout visibilité médiatique narcissique, et seulement dans un second temps récompense littéraire ou promotion universitaire.

Le passage de la gauche à la droite, comme celui du communisme extrémiste et

utopiste au néolibéralisme interventionniste et destructeur des peuples, n'est donc pas un phénomène relevant de la « morale », mais un phénomène structurel. En langage althussérien, on pourrait le définir comme le résultat d'une causalité structurelle et systémique. Il s'agit d'un phénomène en partie générationnel, mais en partie seulement, qui a vu le passage d'un capitalisme bourgeois tardif à un capitalisme intégralement postbourgeois (et donc, du même coup, postprolétarien). Le capitalisme fonctionne aujourd'hui sur la base d'une domination quasi intégrale des impératifs systémiques de reproduction du capital, unie à une sorte de démocratie conformiste telle que l'avait prévu Tocqueville et à une hégémonie de l'éthique antibourgeoise des avant-gardes historiques. Ici, encore, la culture italienne n'y a jamais rien compris, alors que la culture française a au moins produit le livre de Gilles Lipovetsky, qui a su interpréter la « dialectique de Mai 68 » comme une sorte de renversement hégélien ayant favorisé l'habitude bourgeoise d'adhérer intégralement à un capitalisme libéralisé. L'image, utilisée par Lipovetsky, de « self-service social généralisé » me semble très juste.

Quelles conclusions en tirer ? À l'évidence, de nombreuses, à commencer par celle du dépassement historique de la dichotomie droite/gauche (au moins pour ce qui concerne l'Europe, pour le reste du monde je suis plus dubitatif). Quand la culture de gauche devient le fondement idéologique et anthropologique de la reproduction systémique capitaliste postbourgeoise, quelle autre conclusion pourrais-je en tirer ?

Alain de Benoist: Tu as consacré tout un livre à la vogue actuelle de l'« humanitaire ». On pourrait à ce propos rappeler la critique que faisait le jeune Marx de l'idéologie des droits de l'homme. Oubliée ou mise de côté par bien des « marxistes » d'aujourd'hui, ne

retrouve-t-elle pas aujourd'hui une singulière actualité, à un moment où la thématique des droits de l'homme est constamment utilisée comme habillage de l'expansion planétaire du marché, quand ce n'est pas comme légitimation de la « guerre préventive » et de l'agression impérialiste ?

Costanzo Preve: La critique marxienne des droits de l'homme (le lecteur français a à sa disposition l'excellente synthèse de Bertrand Binoche¹) est certainement, d'un point de vue épistémologique, une critique du droit naturel, mais, d'un point de vue philosophique (et ici je partage la thèse d'Ernst Bloch), elle n'est pas incompatible avec une aspiration universaliste. Selon moi, Marx critique le jus-naturalisme d'un point de vue épistémologique, mais il en hérite implicitement les visées émancipatrices universalistes. Sur ce point, il y a probablement entre nous un désaccord potentiellement productif, puisque je soutiens, ce qui n'est pas ton cas, pour autant que je puisse en juger, une forme d'universalisme (que je ne veux ni totalitaire, ni coercitif, ni normatif, ni imposé par la loi).

L'idéologie actuelle de l'exportation armée de l'humanitarisme par des bombardements et des invasions militaires n'a rien à voir avec le droit naturel classique. L'invasion américaine de l'Irak en 2003 est un exemple typique de violation du droit naturel par une guerre injuste (et injuste, non selon Marx et Lénine, mais selon Grotius et Pufendorf). Carl Schmitt avait déjà fait justement remarquer qu'en s'installant arbitrairement dans le concept d'« humanité », le droit international des peuples et des nations s'en trouvait détruit. C'est pourquoi j'irais jusqu'à dire qu'aujourd'hui, l'idéologie la plus dangereuse dans le monde n'est certainement pas le terrorisme islamiste, le néonazisme, le néostalinisme, etc., mais bien l'idéologie de l'exportation armée unilatérale des prétendus droits de l'homme. Je ne suis sûr de presque rien, je pratique le doute méthodique, mais c'est au moins une chose dont je suis à peu près certain !

Alain de Benoist: Dans plusieurs de tes écrits, tu as fait le constat que « la dichotomie droite-gauche n'est plus aujourd'hui qu'un résidu incapacitant ou une prothèse artificielle pérennisée par les classes dominantes ». Cela ne veut certes pas dire que la droite et la gauche (ou plutôt différentes

droites et différentes gauches) n'ont pas eu d'existence réelle dans la période qui s'est étendue de la Révolution de 1789 à la rupture historique de 1989-91, mais que cette distinction n'a plus aujourd'hui de valeur opératoire. Qu'est-ce qui t'a amené à cette conclusion ? Penses-tu que l'époque de transition où nous sommes verra se reconstituer des gauches et des droites d'un type inédit, ou que nous allons vers de nouveaux clivages qui ne pourront absolument plus se décrire dans ces termes ? En toute hypothèse, quels sont aujourd'hui les clivages qui te paraissent être les plus importants et les plus décisifs ?

J'irais jusqu'à dire qu'aujourd'hui, l'idéologie la plus dangereuse dans le monde n'est certainement pas le terrorisme islamiste, le néonazisme, le néostalinisme, etc., mais bien l'idéologie de l'exportation armée unilatérale des prétendus droits de l'homme.

Costanzo Preve: À propos de la dichotomie gauche/droite, je voudrais d'abord faire une remarque, avant d'évoquer brièvement le scénario d'un passé, d'un présent et d'un avenir (qu'on ne peut évidemment pas connaître aujourd'hui). Commençons par un préambule psychologico-biographique. Celui qui, aujourd'hui, venant d'un milieu à l'identité fortement marquée et tendanciellement paranoïde (comme l'appartenance politique, de droite ou de gauche, avec toutes leurs nuances possibles, tolérées et même appréciées aussi longtemps qu'elles ne remettent pas en cause la sacralité religieuse du principe même de cette dichotomie), reconsidère puis abandonne ce principe dichotomique, doit se préparer à en payer le prix. Il faut beaucoup de courage, et tous ne l'ont pas. Si l'on poursuit une carrière politique ou universitaire, cet abandon coûte cher. Si, au contraire, on n'en poursuit aucune, ce qui est mon cas (je suis retraité du ministère de l'Éducation nationale après trente-cinq années d'enseignement de la philosophie dans les lycées italiens), on le paie en perdant ses amis, en étant l'objet d'accusations d'antisémitisme ou de nazisme, etc. Il ne faut ni s'en indigner ni s'en réjouir. Aujourd'hui, le spectacle de la reproduction sociale démocratique se réalise structurellement à travers la comédie de la prothèse droite/gauche, comme il se réalisait au Moyen Âge à travers la prémisse de la souveraineté monarchiste. En regard des bûchers et des tenailles brûlantes des bourreaux, nous devons nous considérer heureux de ne

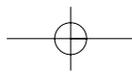
payer que le prix modique de la diffamation médiatique et morale. Je remercie chaque jour la divinité (indépendamment de la question de son existence, que je juge accessoire) de m'avoir fait naître à l'époque du silence obligé et de la diffamation, plutôt qu'à celle des autodafés et de la Bastille. Les choses pourront changer dans l'avenir. Si la forme « flexible » du pouvoir se montrait insuffisante, je n'exclus pas un possible retour à la manière forte. Je ne crois cependant pas que cela arrivera durant notre séjour sur terre. La crise généralisée des rapports sociaux, à mon avis, vient à peine de commencer.

La « pensée unique » et le « politiquement correct » sont une seule et même chose. La pensée unique est simplement l'aspect « de droite » d'une unité organique dont le politiquement correct est l'aspect « de gauche ». Que les acteurs respectifs de cette complémentarité ne s'en rendent pas compte n'est qu'un modeste épisode de l'histoire des idéologies, ou plus exactement de l'histoire des différentes formes de fausse conscience, individuelle ou collective.

La dichotomie gauche/droite a vraiment signifié quelque chose pendant à peu près deux cents ans (1789-1989). À la lumière du présent, alors que la chouette hégélienne peut finalement prendre son envol dans le crépuscule, il apparaît clairement qu'elle a correspondu à la période de l'histoire du capitalisme caractérisée par l'opposition réelle entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire les trois phases proto-bourgeoise, medio-bourgeoise et tardive-bourgeoise. Si elle reste certainement pertinente dans des pays comme le Venezuela ou la Corée du Sud, cette dichotomie est devenue obsolète en Europe. Elle ne s'y applique qu'artificiellement, comme la prothèse politologique du système. On se trouve aujourd'hui face au Parti unique politiquement correct (PUPC), de droite dans ses appareils économiques, policiers et dans ses services secrets, du centre dans ses appareils religieux, médiatiques et administratifs, et de gauche dans ses appareils culturels et artistiques, dans ses mœurs. Ici encore, la culture italienne n'a rien compris, alors que la culture française a au moins produit un Guy Debord.

En ce qui concerne l'avenir, je soutiens la thèse selon laquelle il est fondamentalement imprévisible. Mon texte philosophique de référence est le chef-d'œuvre de science-fiction d'Isaac Asimov, *Fondation*. Cela posé, tu suggères fort justement dans ta question les deux principales hypothèses envisageables : ou la formation de droites et de gauches d'un type inédit, ou la forma-

1. Bertrand Binoche, *Critiques des droits de l'homme*, PUF, Paris 1989. (N.d.l.r.)



tion de nouveaux clivages qu'on ne pourra plus décrire en employant ces termes. Personnellement, je préférerais la seconde hypothèse, mais la première me paraît la plus probable. Nous pourrions en effet, dans un premier temps, assister à l'apparition de droites et de gauches nouvelles, mais cela ne pourrait pas débloquent véritablement la situation historique générale. C'est seulement dans un second temps, sur la base de l'expérience de masse faite par des milliards de personnes, qu'il deviendra réellement possible de dépasser cette dichotomie incapacitante. Jusque-là, je crains que tous ceux qui appellent au dépassement de cette dichotomie (comme nous deux, qui avons rationnellement fait le deuil d'une droite idéale et d'une gauche idéale) doivent se limiter à un rôle de témoins. C'est triste à dire, mais il est impossible de sauter par-dessus sa propre ombre historique.

Alain de Benoist: L'intérêt pour la question nationale a souvent été perçu comme caractéristique de la « culture de droite », bien que les théoriciens de gauche, de Marx à Mao Zedong, en passant par Lénine, Bruno Bauer, Karl Renner et bien d'autres, n'aient cessé d'y porter la plus grande attention (ne serait-ce que parce que les grands acquis sociaux ont toujours été obtenus dans le cadre national), que la décolonisation a d'abord été le fait de mouvements de libération nationale, et qu'au surplus l'internationalisme n'a jamais signifié l'abolition des nations. Aujourd'hui, les termes de « communautés », de « communautarisme » ou de « populisme » font l'objet d'une diabolisation et d'une délégitimation analogues, à droite (le communautarisme « menace l'unité nationale ») comme à gauche (les communautés organiques sont nécessairement « interclassistes »). Au lieu d'une analyse rigoureuse de ces concepts, et des réalités auxquelles ils correspondent, on voit se multiplier les exorcismes, les déclamations rituelles, les comparaisons anachroniques. Le résultat est que l'on place sous les mêmes intitulés des phénomènes qui n'ont évidemment rien à voir (l'Italien Bossi et le Vénézuélien Chavez par exemple), tandis que certains trouvent apparemment très logique de dénoncer à la fois le « multiculturalisme » et l'extension planétaire d'une « culture unique ». Quel jugement portes-tu sur ce débat, qui n'en est visiblement qu'à ses débuts ?

Costanzo Preve: Il faut comprendre que le débat actuel à propos des concepts de

« communautarisme » et de « populisme » est complètement piégé, dans la mesure où ces deux notions ne sont pour le moment que l'« impensé » ou, mieux encore, le « refoulé » de quelque chose d'autre, qui est le vrai sujet du débat. Voyons ces deux notions séparément.

La notion de « communautarisme » possède un caractère potentiellement explosif, soit par rapport au mythe sociologique de la classe unique du prolétariat (à gauche), soit par rapport à l'idéal multiculturel d'une société capitaliste globalisée par le consumérisme comme unique paramètre culturel identitaire (à droite, mais aussi à gauche). En réalité, l'accusation d'organicisme et/ou d'interclassisme tombe complètement à plat, car il est clair qu'une véritable communauté d'individualités libres et critiques s'oppose à toutes les communautés organiques, des communautés primitives aux communautés de militants des partis du siècle dernier, et à toutes les communautés « virtuelles », comme celles constituées par le consumérisme et la manipulation médiatique comme unique lien social. Voilà pour quoi la notion de communautarisme suscite un tir de barrage à droite comme à gauche.

La « démocratie » postmoderne et actuelle apparaît comme une oligarchie de riches, légitimée périodiquement par un référendum où le peuple est absent, puisque ce dernier s'est vu dissous dans un corps électoral orienté par la manipulation médiatique (qui s'est substituée aux prêches du Moyen Âge chrétien) et les prévisions des sondages.

La notion de « populisme » est un épouvantail pour sacraliser de manière préventive les pratiques propres à la prétendue démocratie d'aujourd'hui. À la lumière de la pensée grecque, selon laquelle la démocratie était le pouvoir du peuple, constitué majoritairement des plus pauvres (Aristote), la « démocratie » postmoderne et actuelle apparaît littéralement comme une oligarchie de riches, légitimée périodiquement par un référendum où le peuple est absent, puisque ce dernier s'est vu dissous dans un corps électoral orienté par la manipulation médiatique (qui s'est substituée aux prêches du Moyen Âge chrétien) et les prévisions des sondages. Et comme le prétendu « totalitarisme » n'est plus une menace, puisqu'il a été vaincu militairement en 1945 ou qu'il a mis fin à ses jours en 1991, le « populisme » l'a remplacé comme épouvantail. Conclusion: il est probable, sinon certain, que tout ce qui, dans l'avenir, pré-

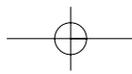
sentera de l'intérêt devra prendre d'une manière ou d'une autre la forme du « communautarisme » ou du « populisme ».

Alain de Benoist: Tu définis l'américanisme culturel comme « l'ennemi principal de la riche diversité de cultures et de civilisations qui existent dans le monde » et tu en identifies le soubassement dans une idéologie providentialiste à base puritaine qui assigne une mission universelle aux États-Unis et en fait la seule nation « indispensable » de la planète. Mais l'hyperpuissance américaine, à laquelle l'effondrement du système soviétique a laissé le champ libre, est également le principal bénéficiaire et le principal relais de l'expansion planétaire du « turbocapitalisme », de même qu'elle en est aussi le principal outil. Dans quelle mesure la globalisation est-elle pour toi une « anglobalisation », synonyme de l'homogénéisation progressive du monde par les valeurs et le mode de vie américain ? Dans quelle mesure s'en distingue-t-elle (comme le pensent ceux pour qui la globalisation se définit essentiellement par l'avènement d'un capitalisme unifié totalement déterritorialisé), ou est-elle en même temps autre chose ?

Costanzo Preve: Je connais l'expression « turbocapitalisme », mais je lui préfère la notion de « capitalisme pur », qui a l'avantage de pouvoir se référer du « mode de production capitaliste » évoqué par Karl Marx (lequel n'est qu'un simple modèle, et non une société existant concrètement), ou le concept d'« idéal-type » employé par Max Weber. La globalisation est en effet une « anglobalisation », bien que nombre de ses agents soient chinois, japonais, européens, etc., parce

que, pour toute une série de raisons historiques bien connues, seule la culture anglosaxonne a vraiment pu produire une pratique « pure » du capitalisme, le jacobinisme français, l'État bismarckien, le catholicisme social italien, etc., ne pouvant constituer des formes de capitalisme « pur ». Quant à la thèse que tu soutiens depuis de nombreuses années, selon laquelle l'américanisme culturel est aujourd'hui le principal ennemi de la diversité des cultures et des civilisations dans le monde, j'y adhère pleinement. La culture de gauche est peut-être la moins protégée et la moins immunisée contre ce danger, parce que, porteuse d'un faux universalisme, à savoir l'unification de la planète à travers la classe unique du prolétariat, elle peut sans mal se retourner en monoculturalisme américanisé. L'actuelle *global middle class*, apparemment multiculturelle, mais en réalité monoculturelle sur le modèle américain, est le fruit de la conjonction de la





vieille «petite bourgeoisie» de droite et des anciens appareils culturels et sociaux du mouvement ouvrier du XX^e siècle.

Alain de Benoist: Tu participes aux activités du «Campo antimperialista», qui se veut un mouvement de résistance politique et culturel à l'impérialisme américain. Ce mouvement pluriel et démocratique, qui a déjà fait l'objet de violentes critiques dans l'Italie berlusconienne, ne vise évidemment pas à créer une alliance «rouge-brune» des extrémistes de droite et de gauche, perspective grotesque et totalement dénuée de sens, mais à soustraire à chaque camp les éléments les plus conscients de l'exacte nature des enjeux de notre époque. Qu'espères-tu d'une telle initiative? N'est-elle pas vouée à rester de l'ordre du simple témoignage?

Costanzo Preve: J'ai participé et je participe aux activités du Campo antimperialista parce qu'en Italie, il n'est pas possible de développer les lignes culturelles que je poursuis au sein des deux petits partis communistes parlementaires, tout en étant en même temps complètement étranger aux sectes hérétiques trotskystes, ouvriéristes, etc. Il s'agit par conséquent d'un choix obligé: ou bien agir comme je le fais, ou se replier sur une vie complètement privée, et privée avant tout du droit élémentaire d'expression d'une opinion politique. Le Campo antimperialista pourrait toutefois, dans l'avenir, commettre deux erreurs politiques. La première, purement abstraite, serait en effet d'agir comme une sorte de monstre brun-rouge, fascisto-communiste. Cette possibilité n'existe heureusement pas, car personne ne la souhaite. Si, par malheur, elle devait se réaliser, je m'éloignerais au plus vite. La seconde erreur possible, et qui, elle, peut être commise, serait de construire sur la sacro-sainte plate-forme anti-impérialiste un énième groupement sectaire néocommuniste cimenté autour de la énième interprétation doctrinaire néomarxiste. Bien que le cirque médiatique italien m'ait présenté plus d'une fois comme le «théoricien suprême» de ce néomarxisme et de ce néocommunisme, je profite de l'occasion pour déclarer solennellement que je ne crois plus en l'utilité d'une quelconque force néocommuniste, dont je ne saurais donc être un inspirateur, un théoricien, un dirigeant ou même un militant. On n'est jamais assez clair, mais je crois, sur ce point, l'avoir été suffisamment.

Alain de Benoist: On voit aujourd'hui les résultats catastrophiques de la guerre en

Irak, en l'occurrence l'instauration dans ce pays d'un chaos total, qui menace maintenant de s'étendre aux pays voisins. Que penses-tu, dans ce contexte, du discours dominant sur la «menace islamiste»? De la confusion savamment entretenue, dans les milieux les plus divers, entre immigration, islam, islamisme et terrorisme? De l'instrumentalisation par la puissance américaine de la thématique du «choc des civilisations» à laquelle tant d'«idiots utiles» se sont déjà ralliés?

Costanzo Preve: L'agression américaine contre l'Irak en 2003 a été l'un des actes les plus injustifiables et les plus abjects de l'histoire contemporaine récente. L'aspect peut-être le plus abject de cette agression n'a pas tant été le mensonge utilisé pour la justifier (l'existence des fameuses «armes de destruction massive») que le fait que l'opinion publique occidentale dans son ensemble a feint de croire à ce mensonge évident pendant des mois. Ce qui s'est répété à une échelle supérieure, c'est le mensonge déjà pratiqué en 1999 contre la Yougoslavie, quand on a fait semblant de croire qu'un génocide, ou une expulsion ethnique planifiée, était en cours contre la population albanaise du Kosovo (faits démentis par les observateurs officiels de l'OSCE, auxquels on décida de n'accorder aucun crédit). La prétendue «opinion publique» est devenue ainsi, non seulement le lieu d'une manipulation, mais un sujet d'hypocrisie manifeste.

La «menace islamique» est l'équivalent postmoderne de l'antisémitisme moderne: quelque chose d'inacceptable, auquel on ne doit faire aucune concession. L'alignement de l'Europe sur cette propagande est une pure folie, parce qu'elle va contre tous ses intérêts, économiques, pétroliers, politiques, culturels, etc.

Le chaos et la guerre civile toujours plus sanglante imposés au peuple irakien par l'agression sont le résultat d'une politique planifiée de privatisation intégrale de l'économie et de destruction des classes moyennes arabes formées au sein des mouvements nationalistes laïcs (nassérisme, baasisme, etc.). En pratiquant un mensonge à 180 degrés, on place aujourd'hui à son origine une agression de l'islam contre l'Occident, alors que le 11 septembre 2001, indépendamment des nombreuses interprétations qu'on en peut donner, et en supposant que l'organisation de Ben Laden en porte vraiment la responsabilité, n'a nulle-

ment représenté un choc des civilisations comme l'annonçait Huntington, mais un affrontement entre le militarisme américain et le fondamentalisme saoudien, conséquence de la décision d'implanter des bases américaines dans le désert arabe.

L'impérialisme américain a besoin de la «menace islamiste» pour justifier ses projets d'occupation militaire des dernières régions du globe qu'il n'a pas encore investies (l'Afrique, l'Asie centrale, le Caucase, etc.), et la création d'un Ennemi avec une majuscule est la condition de son expansion territoriale: il y eut d'abord le nazisme, le fascisme, le militarisme japonais, le communisme, puis, pour une période très brève, les narco-trafiquants colombiens; maintenant, c'est le terrorisme islamique. La «menace islamique» est l'équivalent postmoderne de l'antisémitisme moderne: quelque chose de sale et d'inacceptable, auquel on ne doit faire aucune concession. L'alignement de l'Europe sur cette propagande est une pure folie, parce qu'elle va contre tous ses intérêts, économiques, pétroliers, politiques, culturels, etc.

Alain de Benoist: La France apparaît aujourd'hui comme un pays complètement bloqué, tant du point de vue économique et social que politique ou institutionnel. La classe politique française est la plus vieille d'Europe, et les grands intellectuels qui exerçaient autrefois une influence considérable au-delà même des frontières de leur pays n'ont pas été remplacés. Le débat intellectuel a pratiquement disparu, tandis que des pratiques de censure et de suspicion génératrices d'autant d'ostracismes se sont répandues partout. En tant qu'intellectuel italien, quel regard portes-tu sur la France d'aujourd'hui et sur l'état de son paysage intellectuel?

Costanzo Preve: Je ne suis pas seulement un intellectuel italien, je suis un intellectuel pour qui la France n'est pas un pays comme les autres, pour qui la langue française n'est pas une langue comme les autres. J'appartiens probablement à la dernière génération culturelle européenne pour laquelle la France a été une sorte de seconde patrie intellectuelle. Mon fils, par exemple, ne connaît pas le français – il n'a étudié que l'anglais à l'école –, et les jeunes générations européennes sont en voie d'«anglobalisation» accélérée à court terme, de façon probablement irréversible. Par conséquent, ta question me touche, non seulement sur un plan intellectuel, mais aussi sentimental. Il ne faut jamais oublier que la France de Chirac, vieillie, raidie et soumise au chantage, a



quand même refusé de participer à l'invasion criminelle de l'Irak, contrairement à l'Italie de Berlusconi, qui a participé activement à la diabolisation obscène du monde musulman (Oriana Fallaci, etc.). Pour celui qui vit en France, il s'agit peut-être d'une évidence, mais pour celui qui possède un autre passeport et dans le cœur de qui la France occupe une place particulière, cela signifie beaucoup, ce dont les Français ne se rendent pas toujours compte.

Cela dit, ton diagnostic sévère se justifie parfaitement. Il m'est difficile d'indiquer un « tournant » dans la culture française, un moment à partir duquel elle aurait entamé sa chute libre. Pierre Bourdieu a peut-être été le dernier « grand intellectuel », mais en la matière donner des notes comme à l'école ne rime à rien. Je daterais le début de la chute à la fin des années 1970, avec la mode ridicule des prétendus « nouveaux philosophes », la première école de philosophie lancée par la publicité. Je crois que la vulgarité intellectuelle et morale des Glucksmann et BHL vous échappe encore aujourd'hui, en France. Vous les considérez seulement comme un phénomène pittoresque du Quartier latin, alors qu'ils sont, non pas la cause, mais la première manifestation de la médiocrité de la culture française contemporaine. Actuellement, Étienne Balibar et toi-même sont les deux intellectuels qui, en France, me semblent être les plus intéressants. Tu as osé briser le tabou de la notion d'identité, tandis que Balibar a effectué la reconversion de la pensée d'Althusser au politiquement correct sans sombrer dans le philo-américanisme et le sionisme hystérique, ce qui était loin d'être évident.

En me limitant aux intellectuels que je connais et auxquels me lient des rapports d'amitié, je voudrais aussi mentionner le nom de Georges Labica. En son temps, il mena le combat pour en finir avec l'instrumentalisation idéologique du marxisme comme philosophie de référence du parti communiste, dans une polémique avec Lucien Sève qui n'eut pas l'écho qu'elle méritait. Il combat aujourd'hui l'impérialisme et l'hypocrisie de l'interventionnisme humanitaire. Je voulais le signaler. Mais la France n'est plus désormais qu'un cas particulier, certes important du fait de son passé, par rapport au problème plus général de l'Europe. Au risque d'être pris pour un monomane, j'affirme que la culture européenne ne sortira pas de sa crise tant que demeurera sur le sol européen une seule base américaine. Sans souveraineté et sans indépendance, il ne pourra y avoir qu'un spectacle culturel subalterne. C'est malheureusement notre lot de vivre dans une telle situation historique.

Alain de Benoist: Tu affirmes la nécessité de restituer à la connaissance philosophique son rôle de productrice de vérité et d'acquiescer une vision plus multilinéaire de l'histoire universelle. Tu rappelles aussi que la démocratie ne se réduit pas à l'affirmation du principe majoritaire, mais qu'elle vise avant tout à créer un espace public permettant la participation de tous aux affaires publiques. La démocratie ne saurait donc se confondre avec une démocratie libérale qui n'est qu'une oligarchie des puissances financières confortée par une permanente manipulation médiatique. Par ailleurs, tu te declares à la fois pessimiste à court terme d'un point de vue tactique et plus optimiste à long terme d'un point de vue stratégique. Quel est alors, selon toi, l'avenir de la démocratie? Et que penses-tu que nous puissions attendre des prochaines années qui viennent?

Costanzo Preve: La philosophie, ou mieux encore la pratique philosophique comme activité libre, s'appuyant sur le dialogue pour parvenir à la vérité (et par conséquent ennemie par nature de toute censure politique ou administrative, quelle qu'en soit la justification), n'a pas de principes absolus à « fonder », et son éventuelle universalisation ne peut être qu'une proposition rationnelle parmi d'autres – et non pas le conseil spirituel du pilote du « bombardier humanitaire ». C'est seulement sur cette base que l'on peut envisager une confrontation féconde entre universalisme et relativisme des valeurs. La philosophie doit se libérer tant du charme épistémologique, qui lui assigne un rôle ancillaire face à la nouvelle religion scientiste, que de la prison idéologique, qui la contraint à des confrontations politiques nécessairement manipulées.

L'histoire doit évidemment être libérée de la prothèse unilinéaire, qui a pris pendant un certain temps la forme de l'unité de classe sociologique prolétarienne et qui, aujourd'hui, prend celle de l'occidentalisme impérialiste des droits de l'homme, tel qu'il est défini par l'« anglobalisation ». Je n'attends bien évidemment rien du politiquement correct ou du multiculturalisme, mais j'attends beaucoup, en revanche, des « démons » du communautarisme et du populisme. En ce qui concerne la démocratie, nous ne vivons pas en démocratie. Nous vivons dans une oligarchie de riches légitimée par des référendums périodiques. Cela appelle une révolution, une révolution du type de celles de 1789 ou de 1917, me demandera-t-on? C'est exactement ce que j'entends.

Entretien recueilli
par la rédaction

■ Clément Rosset, *Principes de sagesse et de folie*.

De quels principes s'agit-il, dans les *Principes de sagesse et de folie* de Clément Rosset (parus pour la première fois en 1991)? Avant tout du principe de réalité, à savoir que l'homme est condamné à vivre avec ce qui est. Parménide dit: «Ce qui existe existe, ce qui n'existe pas n'existe pas.» La nature des choses réside dans les choses de la nature (cf. Lucrèce, *De natura rerum*). Telle est aussi la thèse de Rosset. D'où une critique de l'interprétation qui fait (a longtemps fait) de Parménide le penseur d'un «être ontologique», à l'origine de la différence entre l'être (*l'ontologique*) et l'existant (*l'ontique*). Cette interprétation apparaît à Rosset comme une reconstitution *a posteriori*, du même ordre que celle qui fait du temps «l'image mobile de l'éternité». Clément Rosset montre que l'idée d'un temps éternel, immobilisé dans l'instant, appartient plus certainement à Platon qu'à Parménide. Face à l'évidence parméniennne, troublante comme toute évidence, il existe un premier contournement possible. Cela consiste à dire: «l'être est», mais à ajouter: «le non-être est aussi». Alors qu'il est bien certain que si l'être est, il est tout ce qui est. On doit à Platon cette idée qu'«il nous est nécessaire de forcer ce qui n'existe pas à exister sous quelque rapport» (*Sophiste*, 240 et 241). Mais c'est là une folie, une paranoïa comme excès de raison. À côté de cette folie, qui «déplace» le lieu de l'être (vers ce qui n'est pas), il y a la crapulerie, qui dédouble l'être par la mauvaise foi, ou par l'illusion. Folie, crapulerie ou vérité brute (et simple), tel est notre choix face au réel. P.L.V.
□ Minuit, 126 p., 8,50 €.

■ Norbert Campagna, *Michel Villey*.

Le droit ou les droits?

Mort en 1988 à l'âge de soixante-quatorze ans, Michel Villey a représenté un cas assez atypique dans le paysage de la philosophie et de l'enseignement du droit en France. Disciple d'Aristote, il défendit toute sa vie durant une conception du droit naturel classique, héritée de l'Antiquité, qui fait du droit une relation objective, extérieure aux individus, dont le but essentiel est d'«attribuer à chacun ce qui lui revient». Ce droit naturel, écrit Norbert Campagna – par ailleurs bon connaisseur de Carl Schmitt –, «n'est donc pas radicalement transcendant à la sphère des choses humaines. Il n'est pas avant les choses, mais dans les choses». Michel Villey s'oppose par là de façon radicale à la théorie du droit naturel moderne, fondée sur la notion de droit subjectif, et qui a abouti à l'idéologie actuelle des droits de l'homme. Mais en soutenant que le droit est un art, et non pas une science, et qu'il ne saurait se ramener à un ensemble de règles ou de dispositions légales, il critique tout autant le positivisme juridique. On comprend dès lors que cet historien du droit ait eu souvent à s'engager dans des polémiques, ce qui d'ailleurs ne lui déplaisait pas! À lire ce bref essai, au contenu très dense, on constate en tout cas que son œuvre n'est pas seulement d'une très grande importance, mais aussi d'une extraordinaire actualité. A.B.
□ Michalon, 116 p., 10 €.